

EVIDENCE

OTTAWA, Monday, April 19, 2021

The Standing Senate Committee on Aboriginal Peoples met by videoconference this day at 2 p.m. [ET], in camera, for consideration of a draft agenda (future business); and to study matters relating to the Aboriginal Peoples of Canada, as stated in rule 12-7(13).

Senator Dan Christmas (*Chair*) in the chair.

(The committee continued in camera.)

(The committee resumed in public.)

The Chair: We will now proceed with the public portion of our meeting today.

I want to welcome senators and viewers across the country who may be watching us on sencanada.ca. We are meeting today on the unceded lands of the Algonquin people. My name is Dan Christmas, a senator from Nova Scotia, and I am privileged to be the chair of this committee.

I would like to introduce the other members of the committee who are joining us this afternoon: Senator Mary Coyle from Nova Scotia; Senator Brian Francis from Prince Edward Island; Senator Patti LaBoucane-Benson from Alberta; Senator Michael MacDonald from Nova Scotia; Senator Kim Pate from Ontario; Senator Dennis Patterson from Nunavut; and Senator Scott Tannas from Alberta. Later today, other senators may be joining us. We'll introduce them as they sign in.

We have the privilege of having the following witnesses appear today: Karen Hogan, the Auditor General of Canada, and Glenn Wheeler, the principal of the study that we wish to examine this afternoon.

The agenda today is the Report of the Auditor General of Canada to the Parliament of Canada, *Access to Safe Drinking Water in First Nations Communities—Indigenous Services Canada*. Ms. Hogan will provide opening remarks of approximately five minutes, which will be followed by a question-and-answer session with senators for approximately three to four minutes per senator. Any senator who wishes to be placed on the questioners' list, please raise the virtual hand and the clerk will add them to the list.

Welcome to Ms. Hogan and Mr. Wheeler. Thank you so much for being here. Ms. Hogan, the floor is now yours.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le lundi 19 avril 2021

Le Comité sénatorial permanent des peuples autochtones se réunit aujourd'hui, à 14 heures (HE), par vidéoconférence, à huis clos, pour étudier un projet d'ordre du jour (travaux futurs); puis pour étudier toute question concernant les peuples autochtones du Canada, tel qu'établi à l'article 12-7(13) du Règlement.

Le sénateur Dan Christmas (*président*) occupe le fauteuil.

(La séance se poursuit à huis clos.)

(La séance publique reprend.)

Le président : Nous enchaînerons maintenant avec la partie publique de la séance d'aujourd'hui.

J'aimerais souhaiter la bienvenue aux sénateurs et aux téléspectateurs de partout au pays qui nous regardent depuis le site sencanada.ca. Nous nous réunissons aujourd'hui sur le territoire non cédé du peuple algonquin. Je m'appelle Dan Christmas, je suis un sénateur de la Nouvelle-Écosse et j'ai le privilège de présider ce comité.

J'aimerais vous présenter les autres membres du comité qui se joignent à nous cet après-midi : Mary Coyle, sénatrice de la Nouvelle-Écosse; Brian Francis, sénateur de l'Île-du-Prince-Édouard; Patti LaBoucane-Benson, sénatrice de l'Alberta; Michael MacDonald, sénateur de la Nouvelle-Écosse; Kim Pate, sénatrice de l'Ontario; Dennis Patterson, sénateur du Nunavut; Scott Tannas, sénateur de l'Alberta. D'autres sénateurs pourraient se joindre à la réunion un peu plus tard. Nous vous les présenterons dès qu'ils se connecteront.

Nous avons le privilège, aujourd'hui, d'accueillir les témoins suivants : Karen Hogan, vérificatrice générale du Canada, et Glenn Wheeler, directeur principal de l'audit que nous examinerons cet après-midi.

À l'ordre du jour d'aujourd'hui, nous avons le Rapport du Bureau du vérificateur général du Canada au Parlement du Canada, *Accès à une eau potable salubre dans les collectivités des Premières Nations — Services aux Autochtones Canada*. Mme Hogan nous présentera une déclaration préliminaire d'environ cinq minutes, après quoi il y aura une période de questions au cours de laquelle chaque sénateur disposera d'environ trois minutes. Je prie tous les sénateurs qui souhaitent s'inscrire à la liste des intervenants de lever la main virtuellement, et la greffière vous ajoutera à la liste.

Je vous souhaite la bienvenue, madame Hogan et monsieur Wheeler. Merci infiniment d'être ici. Madame Hogan, la parole est à vous.

Karen Hogan, Auditor General of Canada, Office of the Auditor General of Canada: Mr. Chair, thank you for this opportunity to discuss our recent report on access to safe drinking water in First Nations communities. Reliable access to safe drinking water is vital to the health and well-being of all, including the people living in the more than 600 First Nations communities across Canada. Many of these communities have lived for a long time without the assurance that their drinking water is safe.

In 2015, the federal government committed to eliminating all long-term drinking water advisories on public water systems on First Nations reserves by March 31, 2021. Overall, Indigenous Services Canada has not provided the support needed to ensure that First Nations communities have ongoing access to safe drinking water. In fact, in December 2020, the minister acknowledged that the department was not on track to meet its March 31 target.

We found that since the federal government's 2015 commitment, there have been a total of 160 long-term drinking water advisories on public systems in First Nations communities. As of November 1, 2020, 60 remained in effect in 41 First Nations communities, with almost half of the advisories having been in place for more than a decade. In addition, we found that some long-term advisories were lifted only as a result of interim measures that did not fully address the underlying deficiencies. For some of these water systems, long-term solutions were not expected to be completed until 2025.

[Translation]

The audit also found that Indigenous Services Canada's efforts have been constrained by an outdated policy and formula for funding the operation and maintenance of public water systems. The department had not amended the funding formula since it was first developed 30 years ago. Until the formula is updated, it is unclear whether recent funding increases will be sufficient to meet First Nations' water infrastructure needs.

The department has been working with the First Nations to provide First Nations communities with drinking water protections comparable to other communities in Canada. However, we found that there is still no regulatory regime in place 15 years after we first recommended it.

The federal government emphasizes the importance of reconciliation and the renewal of a nation-to-nation relationship between Canada and Indigenous communities that is based on the recognition of Indigenous rights, respect, cooperation, and partnership. Indigenous Services Canada must work in partnership with First Nations to develop and implement lasting

Karen Hogan, vérificatrice générale du Canada, Bureau du vérificateur général du Canada : Monsieur le président, merci de nous donner l'occasion de discuter de notre récent rapport sur l'accès à une eau potable salubre dans les collectivités des Premières Nations. L'accès fiable à une eau potable est essentiel à la santé et au mieux-être, y compris pour les habitants des plus de 600 collectivités des Premières Nations au Canada. Beaucoup de ces collectivités vivent depuis longtemps sans avoir l'assurance que leur eau potable est salubre.

En 2015, le gouvernement fédéral a promis de lever tous les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable touchant les réseaux publics dans les réserves des Premières Nations d'ici le 31 mars 2021. Dans l'ensemble, Services aux Autochtones Canada n'a pas fourni l'aide nécessaire pour garantir aux collectivités des Premières Nations un accès continu à une eau potable salubre. De fait, en décembre 2020, le ministre a admis que le ministère n'était pas en voie d'atteindre son objectif du 31 mars.

Nous avons constaté que depuis l'engagement du gouvernement fédéral en 2015, il y avait eu en tout 160 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable dans les collectivités des Premières Nations. Au 1^{er} novembre 2020, 60 de ces avis étaient toujours en vigueur dans 41 collectivités des Premières Nations, et près de la moitié l'étaient depuis plus de 10 ans. Nous avons aussi constaté que certains avis à long terme avaient seulement été levés en raison de mesures provisoires, qui ne corrigeaient pas complètement les problèmes sous-jacents. Pour certains de ces réseaux d'alimentation en eau, des solutions à long terme n'étaient pas prévues avant 2025.

[Français]

L'équipe d'audit a aussi constaté que les efforts de Services aux Autochtones Canada avaient été limités par une politique et une formule désuètes pour financer le fonctionnement et l'entretien des réseaux publics d'alimentation en eau. Le ministère n'a pas modifié la formule de financement depuis sa création il y a 30 ans. Tant que la formule ne sera pas mise à jour, il est difficile de savoir si les augmentations récentes du financement suffiront aux besoins des Premières Nations en matière d'infrastructures liées à l'eau.

Le ministère collabore avec les Premières Nations pour fournir à leurs collectivités des mesures de protection de l'eau potable comparables à celles des autres collectivités du Canada. Toutefois, 15 ans après notre première recommandation à ce sujet, nous devons constater qu'il n'y a toujours pas de régime de réglementation en place.

Le gouvernement fédéral souligne l'importance de la réconciliation et du renouvellement d'une relation de nation à nation entre le Canada et les collectivités autochtones. Cette relation est fondée sur la reconnaissance des droits des peuples autochtones, le respect, la coopération et le partenariat. Services aux Autochtones Canada doit donc collaborer avec les Premières

solutions for safe drinking water in First Nations communities. This is a key component of reconciliation.

Over the last few decades, many of my predecessors have raised concerns about programs that failed to effectively serve Canada's Indigenous peoples. I am very concerned and honestly disheartened to find myself reporting a long-standing issue that is still not resolved. Access to safe drinking water is a basic human necessity. I do not believe anyone would say that this situation is in any way acceptable in Canada in 2021.

Mr. Chair, this concludes my opening remarks. We would be pleased to answer any questions the committee may have.

[English]

The Chair: Thank you very much, Ms. Hogan. We appreciate your remarks. We have a speakers' list of questions that is beginning to develop.

Senator Patterson: Thank you for being with us today, Ms. Hogan.

This committee was involved in the development of the Safe Drinking Water for First Nations Act in 2013, and I am dismayed to see in your report — and I'm looking at 3.88 — that the department is talking now about developing a new legislative framework. This is a time-consuming process. It was for the act that was passed in 2013, which may not have been perfect, but to start again to develop a new regulatory regime with this crisis going on in our communities . . .

Would you agree that what we need now is a regulatory regime, because no regulations have been developed, not to mention updating the O&M policy and other deficiencies you noted? Wouldn't it be the best if we encouraged the co-development of regulations rather than basically starting all over again and trying to develop a new act?

Ms. Hogan: When you look at a regulatory regime, we have to recognize it has two components: It has an act and regulations. I would call the regulations the aspect of operationalizing the act. It defines clear roles and responsibilities, sets out accountabilities, enforcement measures and things like that. We noticed that the act is now created but the regulations are lacking. So definitely key. However, as we noted in the audit report, many First Nations communities are concerned with the way in which the act was originally developed and highlighted that it lacked meaningful engagement and collaboration.

Nations pour trouver et appliquer des solutions à long terme qui donneront à leurs collectivités l'accès à une eau potable salubre. C'est un élément clé de la réconciliation.

Au cours des dernières décennies, plusieurs de mes prédécesseurs se sont inquiétés de l'inefficacité des programmes destinés aux peuples autochtones du Canada. La situation m'inquiète beaucoup également, et, honnêtement, je suis découragée d'avoir à présenter un rapport sur un problème qui existe depuis longtemps et qui n'est toujours pas résolu. L'accès à l'eau potable est un besoin humain fondamental. Je ne peux pas imaginer que quelqu'un soit d'avis que cette situation est acceptable au Canada en 2021.

Monsieur le président, je conclus ainsi ma déclaration d'ouverture. Nous serons heureux de répondre aux questions des membres du comité.

[Traduction]

Le président : Merci beaucoup, madame Hogan. Nous vous remercions de ces observations. La liste des intervenants commence à s'allonger.

Le sénateur Patterson : Je vous remercie d'être parmi nous aujourd'hui, madame Hogan.

Le comité a participé à l'élaboration de la Loi sur la salubrité de l'eau potable des Premières Nations de 2013, et je suis consterné de lire dans votre rapport, au paragraphe 3.88, que le ministère parle de créer un nouveau cadre législatif. On parle ici d'un processus fastidieux. Chose certaine, il l'a été pour la loi adoptée en 2013, qui n'est peut-être pas parfaite, mais la perspective de recommencer pour créer un nouveau cadre réglementaire pendant que cette crise perdure dans nos communautés...

Seriez-vous d'accord pour dire que c'est plutôt d'un régime réglementaire que nous avons besoin, parce qu'aucun règlement n'accompagne la loi, cela sans parler de la mise à jour de la politique de fonctionnement et d'entretien et des autres lacunes que vous avez relevées? Ne serait-il pas préférable de favoriser la corédaction d'un règlement plutôt que de tout recommencer à zéro, encore une fois, pour établir une nouvelle loi?

Mme Hogan : Il faut être conscient que tout régime réglementaire repose sur deux choses : la loi et le règlement. Je dirais que c'est le règlement qui prescrit comment s'applique la loi concrètement. C'est dans le règlement que les rôles et les responsabilités sont clairement définis, que les modes de reddition de comptes sont établis et que les mesures d'application et d'autres choses du genre sont décrites. Nous remarquons que la loi est désormais en vigueur, mais qu'il n'y a pas de règlement. C'est pourtant crucial. Cela dit, comme nous le mentionnons dans notre rapport d'audit, beaucoup

In order to make sure that the act will actually meet their needs — as First Nations communities do have the right to be self-governed — they should see themselves in the act as well.

It is perhaps a more meaningful engagement on the text of the act, as the final touches and the elaboration of regulations are put together, which would ensure a more meaningful outcome for all of the First Nations communities. Recognizing there's uniqueness in each community, you do need to have that work together to get this done properly.

Senator Patterson: Thank you.

Senator McCallum: I want to thank Ms. Hogan and Mr. Wheeler for the work they do.

There are circumstances that impact safe drinking water that goes beyond the operation and maintenance of public water systems maintained by ISC. In order to implement lasting solutions, it is critical that the government take into consideration the root causes of some of the communities' unique situations. There are many communities throughout the country whose water has been and continues to be impacted by hydro, and the adverse impacts of these water fluctuations continue to contaminate the waters.

The same water pollution and degradation occur with other forms of resource extraction sites. Specifically, the Tataskweyak Cree Nation in Manitoba — their waterway is further contaminated from the waters that originate from southern Manitoba, Saskatchewan and Ontario, and ends up in their river system. In southern Manitoba, Winnipeg, Selkirk, Gimli and Thompson all have their sources of water outside the river system and yet Tataskweyak are expected to drink from this contaminated water source.

When they reached out to the federal government, they were shipped bottled water. I had asked if their drinking water could also come from an aquifer. I have seen first-hand the impacts of the destructive forces and their effects on children, plants, wildlife and environment. Tataskweyak is caught in four different gaps — the federal government, the provincial government, the municipality of Thompson and hydro — all of which contribute to this water safety problem.

Hydro operates outside the federal and provincial governments as its own entity, so enforcement doesn't exist — not that it exists even within the federal bodies involved.

de collectivités des Premières Nations déplorent la façon dont la loi a été établie à l'origine, parce qu'elles n'ont pas suffisamment été consultées et mises à contribution.

Pour que la loi réponde véritablement à leurs besoins, étant donné que les Premières Nations ont droit à l'autodétermination, elles doivent elles-mêmes se voir dans cette loi.

Les membres des Premières Nations auraient peut-être davantage le sentiment d'avoir été véritablement consultés et mis à contribution s'ils participaient à la rédaction du texte de la loi, pendant qu'on la peaufine et qu'on prépare un règlement. Je reconnais l'unicité de chaque communauté, mais il faut travailler ensemble pour bien faire les choses.

Le sénateur Patterson : Merci.

La sénatrice McCallum : Je tiens à remercier Mme Hogan et M. Wheeler de leur travail.

Il y a des circonstances qui ont une incidence sur la salubrité de l'eau potable qui vont bien au-delà du bon fonctionnement et de l'entretien des réseaux publics d'alimentation en eau sous la responsabilité de Services aux Autochtones Canada. Pour trouver des solutions durables, il est impératif que le gouvernement tienne compte des causes profondes des situations uniques dans lesquelles se trouvent certaines communautés. Il y a de nombreuses communautés au pays dont la qualité de l'eau demeure intimement liée aux centrales hydroélectriques environnantes et aux effets néfastes des fluctuations du niveau d'eau sur la contamination des eaux.

De même, d'autres formes d'extraction des ressources polluent l'eau et en dégradent la qualité. Prenons l'exemple de la Nation crie de Tataskweyak, au Manitoba, dont les cours d'eau sont contaminés par des eaux du Sud du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Ontario, qui aboutissent dans leur réseau hydrographique. Dans le Sud du Manitoba, Winnipeg, Selkirk, Gimli et Thompson ont toutes des sources d'eau autres que ce système hydrographique, mais on s'attend quand même à ce que les gens de Tataskweyak boivent l'eau de cette source contaminée.

Quand ils ont sollicité l'aide du gouvernement fédéral, ils se sont fait envoyer de l'eau embouteillée. J'ai alors demandé s'ils pourraient tirer leur eau potable d'un réservoir souterrain. J'ai pu voir de mes yeux les effets de ces forces destructrices sur les enfants, les plantes, la faune, la flore et l'environnement en général. Les gens de Tataskweyak sont pris entre quatre autorités différentes — le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial, la municipalité de Thompson et la société hydroélectrique —, qui contribuent toutes au problème de salubrité de l'eau.

La centrale hydroélectrique ne relève ni du gouvernement fédéral ni du gouvernement provincial, c'est une entité en soi, si bien que personne n'y fait appliquer la loi, même si l'on ne peut

Do you have any suggestions how water can be managed with these specific situations? These situations were not covered in your report. Thank you.

Ms. Hogan: I thank the honourable senator very much for the question. Perhaps Mr. Wheeler would like to add to the discussion, but I do acknowledge that a long-term, sustainable solution is not a cookie-cutter approach. Every community with unique circumstances and needs must be considered, absolutely. Interim solutions are not right solutions for the long-term.

What Indigenous Services Canada needs to do is support communities to build up not only the infrastructure but the capacity, as well as having trained water system operators going forward so that, in the long run, not only the public systems being looked at right now by Indigenous Services Canada but the private systems can also benefit from that knowledge and expertise.

Mr. Wheeler, would you like to add to that?

Glenn Wheeler, Principal, Office of the Auditor General of Canada: Thank you, Karen.

I have a couple of points to add to your comments. The senator makes a very relevant point about the interconnectedness of issues that First Nations across the country face, and the Auditor General has mentioned one issue — capacity — as being an important solution to a number of issues that First Nations face.

It's also important to take a step back or take the discussion to a higher level, as our office has been able to do over a number of years, having done 25 years' worth of performance audits in the area. Back in 2011, we did such an exercise where we looked at failures in a number of areas — education, water, economic development — and tried to identify some of the higher-level or structural issues that have to be dealt with in order for the issues you've mentioned, Senator McCallum, to be addressed.

We spoke about the importance of not simply focusing on the issue per se but taking a broader perspective, as well as not focusing on the issue at one point in time and moving on to the next issue. What we've seen in audit after audit — including the audit on water we just tabled — is the importance of developing a long-term capacity to allow First Nations to properly manage programs that they are becoming responsible for. We talk in audit after audit about things like an appropriate or adequate legislative base for programs and services, whether it be water,

pas vraiment dire non plus qu'elle est respectée au sein des organismes fédéraux.

Avez-vous des recommandations à faire sur la gestion de l'eau dans ce genre de circonstances? Vous n'avez pas évoqué ce genre de situation dans votre rapport. Merci.

Mme Hogan : Je remercie infiniment l'honorable sénatrice de cette question. M. Wheeler voudra peut-être ajouter son grain de sel à la discussion, mais je reconnais que ce n'est pas d'une solution à l'emporte-pièce dont nous avons besoin à long terme. Chaque collectivité a ses propres particularités, et ses besoins doivent être pris en compte, absolument. Les solutions provisoires ne suffisent pas à long terme.

Services aux Autochtones Canada doit aider les collectivités non seulement à se doter de l'infrastructure nécessaire, mais aussi à renforcer leurs capacités, notamment à trouver des opérateurs qualifiés des réseaux d'alimentation en eau pour qu'à long terme, non seulement les réseaux publics dont s'occupe actuellement Services aux Autochtones Canada, mais également les systèmes privés puissent bénéficier de ces connaissances et de ces compétences.

Monsieur Wheeler, voulez-vous ajouter quelque chose?

Glenn Wheeler, directeur principal, Bureau du vérificateur général du Canada : Merci, madame Hogan.

J'ai quelques éléments à ajouter. La sénatrice souligne à très juste titre à quel point sont interreliés les enjeux auxquels sont confrontées les Premières Nations partout au pays, et la vérificatrice générale en a mentionné un en particulier, celui des compétences, pour solutionner divers problèmes récurrents chez les Premières Nations.

Il importe aussi de prendre du recul et d'avoir de bonnes discussions de haut niveau, comme notre bureau le fait depuis des années déjà, fort de son expérience de 25 années à effectuer des audits de rendement sur la question. Ainsi, nous avons mené le même genre d'exercice en 2011 et observé des lacunes dans un certain nombre de domaines, notamment en matière d'éducation, d'eau et de développement économique. Nous avons alors essayé de cerner les grands problèmes stratégiques ou structurels auxquels il faut s'attaquer pour régler les problèmes que vous mentionnez, sénatrice McCallum.

Nous avons souligné l'importance non seulement de focaliser sur le problème en tant que tel, mais d'adopter une perspective plus vaste, de ne pas nous concentrer sur un problème, à un moment donné, pour passer au prochain ensuite. Nous avons vu, audit après audit, y compris dans celui sur l'eau potable que nous venons de déposer, à quel point il importe d'améliorer la capacité à long terme pour permettre aux Premières Nations de bien gérer les programmes dont la responsabilité leur est transmise. Nous parlons, audit après audit, d'établir un cadre

education or health. We talk about the clarity of service levels — all parties being clear on what level of service First Nations residents are entitled to, perhaps vis-à-vis residents of provinces.

We speak about — and we spoke about it in this audit — adequate or appropriate funding mechanisms. It's one thing to hand over responsibility to First Nations to deliver programs and services, but you also have to ensure that First Nations have the resources to develop the capacity to fully take on those responsibilities.

Last but not least, in audit after audit, we've spoken about the importance of there being institutions in place to help First Nations deliver programs and services that they might have difficulty delivering alone. Provinces have school boards and health authorities. It would be incumbent upon the government to ensure that those sorts of higher-level organizations to support First Nations are in place to deal with some of the issues you've mentioned, senator. I go back to the fact that the problems or challenges you've mentioned cut across audits and themes. It's important to take that higher-level perspective in order to deal with the challenges you raise.

Senator Francis: Thank you both for your report. I found it to be very detailed and accurate. Being a former First Nations chief for a number of years, I can really relate to the challenges, issues and frustrations that our communities face across Canada over something that should be a basic human right.

Your report noted that the funding formula for operations, maintenance and infrastructure used by Indigenous Services Canada has not been updated since 1987. It also pointed to gaps in salaries for water system operators that have led to retention challenges that have contributed to problems in retaining qualified water system operators. Those are examples of systemic and ongoing inequalities that hinder our ability to build healthy and thriving communities where our people can live, grow and learn.

Water is a human right, but many First Nations do not have the same access to drinking water that is enjoyed by Canadians living off-reserve. It is simply unacceptable, and it has gone on for far too long.

What would it cost to end the existing funding gap in First Nations water systems resulting from decades of federal underfunding and neglect?

législatif adéquat pour régir les programmes et services offerts, qu'on parle de l'eau, de l'éducation ou de la santé. Il faut également établir clairement les niveaux de service visés pour que toutes les parties sachent bien à quel niveau de service les résidents autochtones ont droit, si on les compare aux résidents des provinces en général.

Nous parlons toujours, comme nous en parlons dans cet audit, de mécanismes de financement adéquats. C'est une chose que de confier aux Premières Nations la responsabilité d'offrir des programmes et des services, mais encore faut-il que les Premières Nations aient les ressources nécessaires pour acquérir toutes les compétences requises pour s'en acquitter.

Enfin, audit après audit, nous rappelons l'importance de créer des institutions pour aider les Premières Nations à offrir les programmes et les services qu'elles pourraient avoir de la difficulté à déployer seules. Les provinces ont des commissions scolaires et des autorités sanitaires. Il incomberait au gouvernement de veiller à la mise en place d'organisations de haut niveau de ce type pour aider les Premières Nations à s'occuper de problèmes tels que ceux que vous venez de mentionner, sénatrice. Nous l'avons déjà dit, les problèmes que vous mentionnez reviennent constamment dans les audits et les analyses. Il faut vraiment privilégier une perspective globale pour s'attaquer au genre de problèmes que vous soulevez.

Le sénateur Francis : Je vous remercie tous deux de ce rapport. Je l'ai trouvé très détaillé et très juste. En tant qu'ancien chef d'une Première Nation pendant des années, je comprends très bien les problèmes et les frustrations que vivent nos communautés, partout au Canada, sur une chose qui devrait pourtant être un droit fondamental de la personne.

Vous indiquez dans votre rapport que la formule utilisée par Services aux Autochtones Canada afin de calculer le financement octroyé pour le fonctionnement, l'entretien et les infrastructures n'a pas été revue depuis 1987. Vous faites également état de lacunes quant aux salaires offerts aux opérateurs de réseaux d'alimentation en eau. Cet écart salarial contribue aux problèmes de maintien en poste d'opérateurs qualifiés de réseaux d'alimentation en eau. Ne voilà que quelques exemples d'iniquités systémiques qui perdurent et qui nuisent à notre aptitude à bâtir des communautés saines et prospères, au sein desquelles les gens peuvent vivre, croître et apprendre.

L'accès à l'eau est un droit fondamental, mais beaucoup d'Autochtones ne jouissent pas du même accès à l'eau potable que les autres Canadiens qui vivent hors réserve. C'est tout simplement inacceptable, et la situation perdure depuis bien trop longtemps.

Combien nous en coûterait-il pour combler le manque de financement des réseaux d'alimentation en eau des Premières Nations découlant de dizaines d'années de sous-financement et de négligence gouvernement fédéral?

Ms. Hogan: I wish I had the number to give you. Unfortunately, I don't, and I don't believe that even Indigenous Services Canada does right now.

I will point to a few things that need to get fixed in the funding formula in order to be able to have a better picture. That's why we noted in our audit that it's unclear whether the additional funding pledged in December 2020 would be sufficient to meet the needs of First Nations communities.

As you mentioned, the funding formula hasn't been revisited since it was created about 30 years ago. First, I don't think that's even a good place to start; you should revisit something much more often than once every three decades. So while the funding formula has been updated to deal with inflation, it doesn't recognize the actual costs that have been incurred lately by the water systems. Also, it doesn't reflect advances or changes in technology, and many of those advances are costlier and more expensive than what would have been included in the historical funding formula.

We also mention in our audit an annual evaluation that looks at the state of water systems, and many of them, 43% to be exact, were seen as being medium- or high-risk systems. That's an indication that they're aging or have some underlying problems. If that isn't considered in the funding that goes to a system, then it is likely that the funding is inadequate.

There are many little buckets that need to be looked at in order to ensure that a better, comprehensive picture is available on what actual operation and maintenance costs are. Then, to also factor in that you need skilled and accredited operators in all of those systems in order for it to function properly, be maintained properly and not result in long-term costs. There are a lot of things that need to be looked at before the department could really put their finger on a more accurate picture of the funding needed.

Senator Pate: Thank you to our witnesses for this very important report. Ms. Hogan, if you were designing the regulatory and funding framework needed to fix this, what would you include in the regulatory framework, as well as what sorts of funding agreements would you set up, particularly in light of the fact that the current framework is decades old?

Ms. Hogan: I'm definitely going to ask Mr. Wheeler to add on to this. As you've seen from his previous answer, he has decades of experience in auditing these issues. I would not do them anywhere near the justice he would do them.

Mme Hogan : J'aimerais pouvoir vous donner un chiffre. Malheureusement, je ne le peux pas, et je ne crois pas que Services aux Autochtones Canada puisse vous en donner un non plus.

Je mentionnerai quelques-uns des éléments à corriger dans la formule de financement actuelle pour brosser un portrait plus complet de la situation. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous avons souligné dans notre audit qu'il est difficile de déterminer si le financement supplémentaire promis en décembre 2020 sera suffisant pour répondre aux besoins des collectivités des Premières Nations.

Comme vous l'avez mentionné, la formule de financement n'a pas été revue depuis sa création, il y a une trentaine d'années. Ce n'est pas tellement une bonne prémisse : il faut revoir ce genre de formule bien plus souvent que tous les 30 ans. Donc, bien que la formule de financement ait été rajustée en fonction de l'inflation, elle ne tient pas compte des coûts réels engagés dernièrement pour la gestion des réseaux d'alimentation en eau. Elle ne tient pas compte non plus des avancées ou des changements technologiques, alors que beaucoup de ces avancées coûtent plus cher que ce que prévoyait la formule de financement à l'origine.

Nous mentionnons également dans notre audit que selon une évaluation annuelle de l'état des réseaux d'alimentation en eau, bon nombre d'entre eux, 43 % pour être exacte, posent un risque élevé ou moyen. Cela indique que ces réseaux vieillissent ou comportent des défaillances sous-jacentes. Si ce n'est pas pris en compte dans le financement injecté dans le réseau, il est fort probable que le financement soit insuffisant.

Il y a beaucoup de petites choses qui doivent être examinées pour brosser un portrait plus juste et plus détaillé des coûts réels de fonctionnement et d'entretien. Il faut aussi tenir compte du fait qu'on a besoin d'opérateurs qualifiés pour que tous ces réseaux fonctionnent bien, qu'ils soient bien entretenus et qu'ils n'engendrent pas de coûts supplémentaires à long terme. Le ministère a beaucoup de choses à évaluer avant de pouvoir avoir une idée claire du financement nécessaire.

La sénatrice Pate : Je remercie nos témoins de ce rapport très important. Madame Hogan, si vous deviez concevoir le cadre réglementaire et le cadre de financement nécessaires pour rectifier le tir, que prendriez-vous en compte et quel type d'entente de financement favoriseriez-vous, en sachant que le cadre actuel date de quelques dizaines d'années?

Mme Hogan : Je demanderai sans hésitation à M. Wheeler de compléter ma réponse. Comme vous avez pu le constater dans sa réponse précédente, il a des dizaines d'années d'expérience de la vérification dans ce domaine. Je suis loin de maîtriser le sujet aussi bien que lui.

Many of the factors that I talked about now from a financial aspect that need to be considered in the funding formula and the funding policy — any formula needs to have a little bit of wiggle room and flexibility and a risk rating. If you're going to go through the pains of annually assessing water systems and looking at their state, the funding should be linked to their state. You definitely also have to think about the operators and building long-term capacity within the communities. As I mentioned, what we looked at were water systems and public systems, which means they address five houses or more or a public infrastructure building, but there are so many other homes that are serviced by private wells or cisterns. Having the capacity and the knowledge within the community about what makes water safe and how to keep it safe, would help communities in a sustainable way in the long run. I think that would need to be figured into the funding, as well as the regulatory regime so that you can set those minimum service levels or expectations. With that, I'll ask Mr. Wheeler if he wants to add something based on his experience.

Mr. Wheeler: With respect to the question of how a regulatory regime or framework should be designed, if you look at the way that water legislation or regulations are set up in the provinces, there is a lot of clarity around respective roles and responsibilities, who is responsible for what, and when things go wrong, explicitly what actions are to be taken. If you take the province of Ontario, for example, after Walkerton in 2000, there was legislation that came into force in 2002, and there was a series of 12 regulations that accompanied that legislation. In the case of a jurisdiction like Ontario, when things do go wrong, there's now clarity about how to deal with those issues. I think as the federal government is working with First Nations to develop a regulatory regime to deal with water on reserves, the same model would be appropriate to take.

To add one point to what the Auditor General said regarding the funding formula and adequate funding, one of the things we found in this report was the high number of short-term drinking water advisories that happened. There can be short-term advisories for regular maintenance. We've all had a situation where the city or municipality has put something on our door saying, "there will be maintenance today, don't use the water." That sort of maintenance is standard, but whenever you have a large number of short-term advisories, say a month or two in length, this signifies more serious issues. As the government is working with the Assembly of First Nations and for First Nations to develop a new funding formula, there has to be an awareness of the importance of properly maintaining these systems so you don't get into a position where they're run down and then

Bon nombre des facteurs que j'ai mentionnés jusqu'ici, qui doivent être pris en compte dans la formule de financement et la politique de financement, sont de nature financière, mais toute formule de ce type doit s'assortir d'une certaine souplesse et tenir compte de l'évaluation des risques. Si l'on se donne la peine d'évaluer chaque année l'état des réseaux d'alimentation en eau, leur état doit être pris en compte dans le financement octroyé. Il faut aussi absolument tenir compte des opérateurs de réseaux et renforcer les capacités à long terme au sein même des collectivités. Comme je l'ai déjà mentionné, nous nous sommes penchés sur les réseaux d'alimentation en eau et les réseaux publics, soit des réseaux alimentant cinq maisons ou plus ou encore un bâtiment d'infrastructure publique, mais il y a beaucoup d'autres habitations qui sont alimentées par des puits privés ou des citernes. Les collectivités doivent avoir les compétences et les connaissances nécessaires pour déterminer ce qui contribue à la salubrité de l'eau et comment en préserver la qualité. Je pense qu'il faudrait en tenir compte dans le financement, tout comme dans le régime réglementaire. Il faudrait fixer des normes de service minimales ou des paramètres de base. Sur ce, je demanderais à M. Wheeler de bien vouloir ajouter ce que son expérience lui a enseigné.

M. Wheeler : Quant à savoir comment un régime ou cadre réglementaire devrait être conçu, on pourrait s'inspirer des lois et des règlements en vigueur dans les différentes provinces concernant l'eau potable. On y établit très clairement les rôles et les responsabilités de chacun de telle sorte que l'on sache bien qui est responsable de quoi lorsque des problèmes surviennent en précisant quelles mesures doivent être prises. Si l'on prend l'exemple de l'Ontario, après le drame de Walkerton en 2000, une loi est entrée en vigueur en 2002, et une série de 12 règlements ont été pris en application de cette loi. Dans le cas de l'Ontario, on sait ainsi exactement quoi faire lorsque les choses tournent mal. J'estime donc que c'est un modèle dont devrait s'inspirer le gouvernement fédéral dans les efforts qu'il déploie de concert avec les Premières Nations en vue de la mise en place d'un régime réglementaire pour s'attaquer au problème de l'eau potable dans les réserves.

Si je puis ajouter une chose à ce que disait la vérificatrice générale concernant la formule de financement et la nécessité d'un financement adéquat, ce serait que la production de ce rapport nous a permis de constater le grand nombre d'avis sur la qualité de l'eau potable qui sont émis à court terme. Il y en a une partie qui est rendue nécessaire par des travaux réguliers d'entretien. Nous avons tous déjà trouvé à notre porte un avis de la municipalité nous indiquant de ne pas consommer d'eau ce jour-là parce qu'on procède à des travaux d'entretien. Les travaux de ce genre sont courants, mais lorsqu'on se retrouve avec un grand nombre d'avis à court terme d'une durée pouvant atteindre un ou deux mois, c'est le signe qu'il y a des problèmes plus graves. Au fil des négociations du gouvernement avec les Premières Nations pour l'élaboration d'une nouvelle formule de

there's more short-term advisories and, unfortunately, long-term advisories.

To the government's credit, it is thinking in those terms, but I don't think you can emphasize enough the importance of having enough money to properly maintain these systems to prevent short-term or long-term advisories.

Senator Coyle: Thank you very much. It's wonderful to have our new Auditor General with us, and also Mr. Wheeler, the principal author of this very detailed report. My question was actually answered earlier, but I will probe a little further, if I may. My question is for Mr. Wheeler.

You were speaking about the connections between other infrastructure, either within the community or in close enough proximity to the community to be able to link those assets, both in terms of the physical assets as well as the expertise that goes along with maintaining those assets, et cetera. Could you go a little deeper into that aspect of this audit and other audits you've done, what you're learning about those interrelationships and the possibilities and opportunities for further exploiting — in a good way — the possibilities of collaboration and connection amongst those various infrastructure? Thank you.

Mr. Wheeler: I think you're raising a very important question from the right perspective. We didn't get at the whole of infrastructure approach, if I could call it that, in this audit. We've touched on it in previous audits over the years, but perhaps not in the way you're suggesting.

It's incumbent upon the federal government as it's working with First Nations to be thinking about, for example, not just a water treatment plant. You need to be thinking about the sewage treatment plant. You need to be thinking about where additional housing is going to be built vis-à-vis where the plant is. You've got to be thinking about roads. You've got to be thinking about the size of the school and the school that's about to be constructed, thinking about future population growth. It's a little outside the realm of this particular audit, but I think what you're raising is an issue that is very important; not to look at single pieces of infrastructure or issues in isolation.

I know that when the department works with First Nations it tries to take that approach; to think about not only what's happening this year, but take into consideration population growth and other issues that could be arising down the road. For example, if you're on a First Nation where the school is 40 years old, should you be thinking about whether, over the next number of years, a new school should be constructed? If so, given where

financement, il convient de prendre conscience de l'importance d'un entretien adéquat de ces systèmes pour éviter qu'ils puissent devenir inutilisables et qu'il y ait encore davantage d'avis à court terme et, malheureusement, à long terme.

Il faut concéder au gouvernement que c'est justement l'approche qu'il a adoptée, mais je ne crois pas que l'on puisse trop insister sur l'importance d'assurer un financement suffisant pour l'entretien adéquat de ces systèmes afin d'éviter les avis à court et à long terme.

La sénatrice Coyle : Merci beaucoup. Il est formidable que nous puissions recevoir aujourd'hui notre nouvelle vérificatrice générale de même que M. Wheeler, l'auteur principal de ce rapport très détaillé. Vous avez en fait déjà répondu à ma question, mais je vais me permettre d'aller un peu plus en profondeur. Je m'adresse à M. Wheeler.

Vous avez parlé des liens à établir avec les autres infrastructures, aussi bien au sein de la collectivité qu'à proximité dans une mesure suffisante pour qu'un tel lien soit possible, en faisant allusion aussi bien aux actifs à proprement parler qu'à l'expertise nécessaire à leur bon entretien. À la lumière de cet audit et des autres que vous avez réalisés, pourriez-vous nous en dire plus long sur ces interrelations et sur les possibilités de mieux exploiter — dans le sens positif du terme — les possibilités de collaboration et d'interconnexion entre ces différentes infrastructures? Merci.

M. Wheeler : Je crois que vous posez là une question très importante en considérant les choses suivant l'angle qui convient. Cet audit-ci ne nous a pas permis de nous pencher sur cette approche faisant intervenir l'ensemble des infrastructures. Nous nous y sommes intéressés lors d'audits précédents au fil des ans, mais peut-être pas de la manière que vous évoquez.

Dans son travail auprès des Premières Nations, il faut que le gouvernement fédéral ne limite pas sa réflexion aux seules stations de traitement des eaux, par exemple. Il faut aussi qu'il s'intéresse aux usines d'épuration des eaux d'égout. Il doit se demander où de nouvelles maisons pourront être construites par rapport à l'emplacement de la centrale de traitement des eaux. Il doit réfléchir à la question des routes. Il doit penser à la taille de l'école que l'on s'apprête à construire et à la croissance future de la population. Cela ressort un peu du cadre de cet audit-ci, mais j'estime qu'il est primordial, comme vous l'avez indiqué, de ne pas considérer de façon isolée les différents éléments et enjeux liés aux infrastructures.

Je sais que le ministère essaie d'adopter cette approche dans son travail avec les Premières Nations. Ainsi, on ne réfléchit pas uniquement à ce qui va arriver cette année, mais on prend aussi en considération la croissance de la population et les autres situations que l'avenir pourrait nous réserver. À titre d'exemple, une Première Nation dont l'école remonte à 40 ans ne devrait-elle pas songer à la possibilité d'en construire une nouvelle au

you're building the water treatment plant, should you be thinking about the location of the school?

Again, that goes beyond what we looked at in this particular audit and audits in recent years, but I don't think you can overemphasize the importance of taking that whole-of-infrastructure look, especially in a world where resources are limited and especially in remote First Nations where building seasons are short and, as the Auditor General mentioned, there might not be a lot of capacity in reserve to take this more comprehensive, higher-level or long-term approach to dealing with these very serious issues.

The Chair: Are there any other questions in the first round? If not, I'd like to begin the second round.

Senator Patterson: Thank you for this report, which, the way I see it, is really about broken promises. I'd like to ask about long-term advisories.

As of November 2020, 62.5% of long-term advisories were eliminated. There were 160 in 2015, so that left 60. According to your report, the department said that 32 of the remaining 60 long-term advisories would be eliminated by March 31, 2021. They then projected the other 28 would be resolved by September 2021.

Could you tell us if the department met the March 31, 2021, deadline to eliminate those 32 long-term advisories? To me, this would be an indication of whether they will succeed in meeting their promised September 2021 deadline.

Ms. Hogan: I'll highlight a few things we noted in the report and then Mr. Wheeler might have more up-to-date information. We were talking last night and this morning about any progress so that we could help you, but I don't believe there is much progress.

When we were drafting our report and clearing our findings with the department, we were going quickly down the path that Indigenous Services Canada would not be meeting its commitment of March 31. As I mentioned in my opening statement and we also mentioned in the report, the minister said in December of 2020 that they will not meet the commitment.

The 32 that were listed in the paragraph that you noted were not lifted by March 31. I do believe a couple were lifted, but it was not in the realm of the 32 that were there.

cours des années à venir? Le cas échéant, compte tenu de l'emplacement choisi pour la station de traitement des eaux, ne devrait-on pas prévoir celui de l'école en conséquence?

Je répète que cela dépasse le cadre des questions envisagées par cet audit-ci et ceux des dernières années, mais je crois que l'on ne saurait trop insister sur la pertinence d'une telle approche tenant compte de l'ensemble des infrastructures, surtout dans un contexte où les ressources sont limitées. C'est d'autant plus primordial dans des communautés des Premières Nations éloignées qui ont une courte saison de construction et qui, comme le mentionnait la vérificatrice générale, ne disposent pas nécessairement de capacités suffisantes dans la réserve pour adopter une telle approche à long terme plus globale afin de traiter ces enjeux d'une importance cruciale à un niveau supérieur d'intervention.

Le président : Y a-t-il d'autres questions au premier tour? S'il n'y en a pas, nous allons maintenant débiter le second tour.

Le sénateur Patterson : Merci pour ce rapport qui traite en fait, selon mon interprétation, de promesses non tenues. J'ai une question concernant les avis à long terme.

En novembre 2020, 62,5 % des avis à long terme avaient été levés. Comme il y en avait 160 en 2015, il en restait 60. Selon votre rapport, le ministère aurait indiqué que 32 de ces 60 avis à long terme encore en vigueur seraient levés avant le 31 mars 2021. On prévoyait que ce serait le cas pour les 28 autres avant septembre 2021.

Pouvez-vous nous dire si le ministère a respecté son échéancier du 31 mars 2021 pour la levée de ces 32 avis à long terme? À mes yeux, cela nous donnerait une bonne idée des chances que l'échéancier de septembre 2021 soit respecté.

Mme Hogan : Je peux vous parler de certains éléments que nous avons notés dans le rapport, puis M. Wheeler pourra peut-être vous fournir des données plus à jour. Nous avons justement discuté hier soir et ce matin des mises à jour que nous pourrions vous présenter pour vous donner une meilleure idée de la situation, mais je ne pense pas qu'il y ait eu beaucoup de progrès à ce chapitre.

En rédigeant notre rapport et en confirmant nos constats auprès du ministère, nous en sommes arrivés rapidement à la conclusion que Services aux Autochtones Canada n'allait pas pouvoir respecter ses engagements en date du 31 mars. C'est d'ailleurs ce que nous a confirmé le ministre en décembre 2020, comme je l'ai mentionné dans mes observations préliminaires et comme nous l'avons également indiqué dans le rapport.

Les 32 avis dont il était question dans le paragraphe que vous avez cité n'ont pas été levés avant le 31 mars. Je crois que ce fut le cas de quelques-uns de ces avis seulement, mais on est loin des 32 visés.

In December 2020, the minister made further commitments and hoped that they would address a good number of them this calendar year, but I don't know of a large number of them being lifted at this point.

Mr. Wheeler may have more up-to-date figures, but it is clear that they did not meet the commitment on March 31.

Mr. Wheeler: Mr. Chair, the only up-to-date information is what we gleaned from the department's website. That states that as of April 9, 106 long-term drinking water advisories had been lifted. That is six more since the time we completed our audit.

As the Auditor General mentioned, when the minister made his announcement in December speaking to additional funding and also acknowledging that not all advisories would be lifted by March, he made a commitment to get the remaining ones done as quickly as possible, but we don't have a date for when those remaining ones would be resolved.

Senator Patterson: Thank you for those responses, Mr. Wheeler and Ms. Hogan. Your office has determined that 100 long-term advisories were lifted due to interim measures, which, because they are interim measures, meant there could potentially be a recurring incident. Despite \$1.79 billion being spent between the start of fiscal 2016-17 and November 30, 2020, 43% of water systems in First Nations communities remain at medium to high risk of failing.

Do you believe that the promised \$1.5 billion from the fall economic update will have any significant effect?

Ms. Hogan: I will start by addressing the interim solutions. We do highlight in a few areas in the report, that of the 60 long-term drinking water advisories remaining, some have long-term solutions but some have only interim solutions. The ones that do have long-term solutions will not be, in some cases, in place until 2024-25. It is well down the line. The interim solutions just address the problem temporarily and move that root cause and that big fix further down the line.

As we mentioned earlier in response to a question about funding, it is hard to know whether or not the additional funding committed will be sufficient to meet the needs of the First Nations. We believe the issues surrounding the funding formula and the funding policy need to be addressed in order to be able to accurately identify the funding needed from an operation and maintenance standpoint. Until you have that, I'm not sure that

En décembre 2020, le ministre a pris d'autres engagements en espérant pouvoir régler bon nombre de ces dossiers pendant la présente année civile, mais je ne crois pas qu'un nombre important d'avis ont pu être levés jusqu'à maintenant.

Il se peut que M. Wheeler ait des chiffres plus récents à vous fournir, mais il ne fait aucun doute que l'engagement du 31 mars n'a pas été respecté.

M. Wheeler : Monsieur le président, les seuls renseignements récents à notre disposition sont ceux que nous avons pu obtenir sur le site Web du ministère. On y indique qu'en date du 9 avril, 106 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable avaient pu être levés. C'est six de plus qu'au moment où nous avons terminé notre audit.

Comme la vérificatrice générale vient de vous l'indiquer, lorsque le ministre a fait son annonce en décembre pour parler du financement additionnel et reconnaître également que tous les avis ne pourraient pas être levés avant mars, il s'est engagé à régler le dossier des avis restants le plus rapidement possible, mais n'a fixé aucune échéance précise à cette fin.

Le sénateur Patterson : Merci pour ces réponses, monsieur Wheeler et madame Hogan. Votre bureau a déterminé que 100 avis à long terme avaient pu être levés grâce à des mesures provisoires, ce qui laisse planer le risque, étant donné qu'il s'agit de mesures provisoires, que de nouveaux incidents se produisent. Même si un montant de 1,79 milliard de dollars a été dépensé entre le début de l'exercice 2016-2017 et le 30 novembre 2020, 43 % des réseaux d'alimentation en eau des communautés des Premières Nations continuent de poser un risque de moyen à élevé d'avoir des défaillances.

Croyez-vous que l'investissement de 1,5 milliard de dollars promis dans l'énoncé économique de l'automne aura un effet véritablement significatif?

Mme Hogan : Je vais d'abord vous parler des solutions provisoires. Dans certaines sections de notre rapport, nous soulignons le fait que pour les 60 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable encore en vigueur, il y avait dans certains cas des solutions à long terme possibles, mais seulement des solutions provisoires dans d'autres situations. Certaines des solutions à long terme prévues ne pourront pas être mises en place avant 2024-2025. Ce n'est donc pas pour demain. Les mesures provisoires permettent seulement de régler le problème de façon temporaire en reportant à plus tard une solution permanente s'attaquant à ses causes profondes.

Comme nous l'avons indiqué précédemment en répondant à une question au sujet du financement, il est difficile de déterminer si les fonds supplémentaires promis seront suffisants pour répondre aux besoins des Premières Nations. Nous estimons qu'il convient de régler les enjeux touchant la formule de financement et les politiques en la matière pour pouvoir cerner avec précision les besoins quant aux frais de fonctionnement et

you will be able to have an accurate picture of the needs to address long-term advisories.

Again, I still want to say that you need to fix those root causes to also eliminate the short-term advisories. Many recurring short-term advisories last for almost a year, and some systems have had multiple short-term advisories in a year. That's no better than having a long-term drinking water advisory. You still have a loss of confidence in your water system, and you still need a long-term solution in order to have sustainable access to clean drinking water.

Senator Francis: Ms. Hogan and Mr. Wheeler, it would be informative for our committee if you could speak to the challenges that First Nations face in making up the shortfall where the costs of operations and maintenance are not covered by the department and how that impacts water systems, projects and other services on reserve.

Ms. Hogan: I will take a crack at it and then see if Mr. Wheeler would like to add to it.

Our audit found that the original funding formula was meant to cover the 80% of the operation and maintenance costs of the public water systems, and the remaining 20% was supposed to be raised by First Nations communities through user fees.

Because the funding formula is outdated and has not kept pace with advances in technology or actual costs, many of the water systems are, in essence, not even receiving that 80%. Coupled with the difficulties that the First Nations have been experiencing in trying to bridge the 20% gap, it just means that so many systems are going without much-needed maintenance. When you do that, they get into a state that then requires a major repair instead of just some maintenance. In the long run, this increases the long-term costs of things.

I can't underscore enough access to operators. I really do think that attracting and retaining skilled and accredited operators is essential. What we see in many of our audits in First Nations communities is a lack of housing and difficulty integrating individuals into the community has always put pressure on having essential workers, whether it be in the health care industry, for mental health or operators of water systems. Those are just long-term challenges that many First Nations communities have to fill. It's not just a financial gap, but it's an even bigger gap of having skilled expertise.

d'entretien à assumer. Sans cela, je ne crois pas que l'on puisse obtenir un tableau juste des besoins à combler pour régler le problème des avis à long terme.

J'insiste sur le fait qu'il faut s'attaquer aux causes profondes de la problématique pour éliminer également les avis à court terme. Plusieurs de ces avis récurrents peuvent être en vigueur pendant près d'une année complète, et certains réseaux sont visés par des avis à court terme plusieurs fois par année. Ce n'est guère mieux qu'un avis à long terme sur la qualité de l'eau potable. Il en résulte également une perte de confiance envers le système d'alimentation en eau et la nécessité de trouver une solution à long terme pour garantir un accès durable à l'eau potable.

Le sénateur Francis : Madame Hogan et monsieur Wheeler, il serait bon que vous puissiez en dire plus long à notre comité sur les difficultés éprouvées par les Premières Nations qui doivent composer avec les frais de fonctionnement et d'entretien non couverts par le financement obtenu du ministère en nous parlant des répercussions sur les systèmes d'alimentation en eau, les projets et les autres services offerts dans les réserves.

Mme Hogan : Je vais tenter une réponse, et M. Wheeler pourra peut-être ajouter quelque chose.

D'après notre audit, la formule de financement établie au départ prévoyait le paiement de 80 % des frais de fonctionnement et d'entretien des réseaux publics d'alimentation en eau, les 20 % restants devant être générés par les communautés des Premières Nations via la tarification des usagers.

Étant donné que la formule de financement est désuète, n'ayant pas suivi le rythme de l'évolution des percées technologiques et des coûts réels, bon nombre des réseaux d'alimentation en eau ne bénéficient même pas en fait de ces 80 % de financement. Si l'on ajoute à cela les difficultés éprouvées par les Premières Nations pour trouver les 20 % qui manquent, on se retrouve avec un nombre considérable de réseaux dont l'entretien laisse grandement à désirer. Dans un tel scénario, on risque de devoir composer avec un réseau nécessitant des réparations majeures, plutôt que de simples travaux d'entretien. Il en ressort une augmentation des coûts à long terme.

Je ne saurais trop insister sur l'importance de l'accès à des opérateurs locaux. J'estime vraiment essentiel de pouvoir attirer et maintenir en poste des opérateurs compétents et accrédités. Bon nombre de nos audits dans les communautés des Premières Nations nous ont permis de constater que le manque de logement et la difficulté à intégrer les nouveaux venus au sein de la communauté ont toujours compliqué le recours à des travailleurs essentiels, que ce soit dans le secteur de la santé, en santé mentale ou pour l'opération des systèmes de traitement des eaux. Ce sont là des défis fondamentaux que bon nombre de

Mr. Wheeler, did you want to add anything?

Mr. Wheeler: Mr. Chair, to add to what the Auditor General said, what we saw was a situation where, because First Nations were not able to make up that last 20% year after year, First Nations were having to manage their water treatment systems with, ostensibly, 80% of the funding, and for many First Nations, every year they were falling further behind.

I think the government does deserve some credit here. As we mentioned in our audit report, the Fall Economic Statement 2020 has made the commitment to fund water-treatment operations to 100%. Going forward, First Nations will not be expected to make up the 20%, but as the Auditor General mentioned, this has to be seen vis-à-vis or in conjunction with the inadequacies of the funding formula. If the funding formula can be rectified and the funding is to be 100%, hopefully as we go forward you'll see fewer and fewer of these short-term and long-term drinking-water advisories once the plans are up and running.

Senator Pate: Thank you for your comment. I think it is fantastic that this government has shown the political will to try and address these issues in ways that have not necessarily happened for decades. However, similar to what we have seen during the pandemic, when there is a political will to move quickly to address the issues that they wish to address, we've seen tremendous output and supports put in place. However, there are still many people being left behind, whether it's economically or, as you were talking about, the water advisories.

I'm curious. If there were the political will, how quickly do you think a plan could be implemented to address these realities and address the recommendations you've made, particularly the critical ones?

Ms. Hogan: I'm not sure I have the right crystal ball to help come up with that. We are seeing, in some of the long-term plans that are in place, that they are set to be completed by 2024 or 2025. That is not addressing all of the systems that have long-term drinking water advisories; just some of them. So it's definitely a long-term solution to put in place the fixes. To have the plan should not take that amount of time, but it does require a

communautés des Premières Nations doivent parvenir à relever. Il n'y a pas seulement un manque du point de vue financier, car il est peut-être plus important encore de pouvoir compter sur l'expertise voulue.

Monsieur Wheeler, vouliez-vous ajouter quelque chose?

M. Wheeler : Monsieur le président, j'ajouterais seulement à ce que vient de dire la vérificatrice générale que nous avons pu observer une situation où, compte tenu de leur incapacité à trouver le 20 % restant année après année, des Premières Nations devaient gérer leur réseau de traitement des eaux avec pour ainsi dire 80 % du financement nécessaire, si bien qu'elles étaient nombreuses à voir leur réseau se détériorer de plus en plus au fil des ans.

Je crois qu'il convient de souligner les décisions prises par le gouvernement dans ce contexte. Comme nous l'avons mentionné dans notre rapport, le gouvernement s'est engagé dans l'Énoncé économique de l'automne de 2020 à financer à hauteur de 100 % le fonctionnement des systèmes de traitement des eaux. Il ne sera donc plus nécessaire pour les Premières Nations de trouver les 20 % qui manquent, mais, comme l'indiquait la vérificatrice générale, cela montre bien que la formule de financement actuelle est inadéquate. Si l'on peut apporter les correctifs nécessaires et assurer un financement à 100 %, il faut espérer que l'on verra dorénavant de moins en moins de ces avis à court et à long terme sur la qualité de l'eau potable une fois que les différentes stations de traitement pourront fonctionner à plein régime.

La sénatrice Pate : Merci pour vos observations. Je trouve formidable de voir le gouvernement actuel manifester la volonté politique nécessaire pour s'attaquer à ces problèmes en utilisant des moyens qui n'ont pas nécessairement été déployés au cours des dernières décennies. Un peu comme nous avons pu le constater pour la mise en place des mesures de soutien requises depuis le début de la pandémie, une telle volonté politique peut permettre de faire avancer rapidement les choses et de produire d'excellents résultats. Il y a cependant encore bien des gens qui sont laissés pour compte, aussi bien du point de vue économique que dans la perspective de ces avis sur la qualité de l'eau potable dont nous parlons aujourd'hui.

Je serais curieuse de savoir une chose. S'il existait effectivement une telle volonté politique, combien de temps faudrait-il pour mettre en œuvre un plan afin de donner suite aux recommandations que vous avez formulées, surtout pour ce qui est des enjeux les plus cruciaux?

Mme Hogan : Je ne sais si j'ai la boule de cristal me permettant de vous répondre à ce sujet. Nous avons pu constater que certains des plans à long terme actuellement en place doivent être entièrement mis en application d'ici 2024 ou 2025. Je parle ici d'une solution non pas pour tous les réseaux qui ont fait l'objet d'avis à long terme sur la qualité de l'eau potable, mais simplement pour une partie d'entre eux. On recherche donc

good collaboration with the First Nations communities, as we mentioned earlier on.

It isn't a one-size-fits-all solution. Every community might have different needs and different realities as to why the water is not safe to drink. Those solutions need to be unique to the circumstances of the First Nation community. Add to it the remoteness, the shortness of the build season, and it really does mean that you need to have a good plan in place and try to stick to it in order to meet those sort of long-term goals.

Mr. Wheeler has much more experience and a lot of expertise here. So I'd love to make sure that you hear his point of view.

Mr. Wheeler: The Auditor General puts it very well. I will add one thing to what the Auditor General raised. That's this. It's one thing to have a short-term or a long-term water advisory lifted because you have a new plant or have made a necessary repair, but the real challenge is and will be making sure, as we go forward as a country, that First Nations have that capacity to continue to operate a water treatment plant successfully. For example, you've got to have, as we say in our report, adequately paid water treatment plant operators who have the required certification to operate those plants. You need backup operators. Those things must be looked at continuously. You could have two operators on reserve. One retires; all of a sudden, you're down to one. How is the federal government supporting that First Nation to then get another person to fit into the secondary operator position so that there is enough capacity to run the water treatment plant?

It also goes to the issue of operations and maintenance. It's one thing again to lift the advisory, but if you can do proper operations and maintenance, you will be in the situation where you don't have as many advisories in the future. It takes a long-term perspective, and it's hard work.

I can give you one very good example. Back in 2015, we tabled an audit in Parliament on establishing the First Nations Health Authority in British Columbia. We did a study on the establishment of that authority. We looked at the steps taken by

assurément une solution à long terme pour apporter les correctifs nécessaires. On ne devrait pas prendre trop de temps pour

élaborer un plan à cet effet, mais cet effort doit s'appuyer, comme nous l'avons déjà indiqué, sur une bonne collaboration avec les communautés des Premières Nations.

Il n'existe pas de solution unique. Les besoins peuvent varier d'une communauté à l'autre. Les raisons pour lesquelles l'eau n'est pas potable ne sont pas nécessairement les mêmes partout. Les solutions mises en place doivent être adaptées à la réalité de chaque communauté des Premières Nations concernée. Si l'on tient compte également de facteurs comme l'éloignement de certaines communautés et la brièveté de la saison de construction, il est vraiment essentiel de mettre en place un plan bien adapté et de s'efforcer de s'y conformer pour pouvoir atteindre ces objectifs à long terme.

M. Wheeler a une grande expertise de ces questions et beaucoup plus d'expérience que je peux en avoir. J'aimerais donc beaucoup que vous puissiez entendre son point de vue à ce sujet.

M. Wheeler : La vérificatrice générale a très bien expliqué les choses. Il y a seulement un élément que je souhaiterais peut-être ajouter. C'est une chose de lever un avis à court ou à long terme sur la qualité de l'eau potable parce que l'on construit une nouvelle station de traitement ou que l'on procède aux réparations requises, mais le principal défi dans une perspective à plus long terme consiste pour notre pays à s'assurer que les Premières Nations disposent des capacités nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des installations en place. À titre d'exemple, il faut pouvoir compter, comme nous le soulignons dans notre rapport, sur des opérateurs de réseau d'alimentation en eau qui sont bien rémunérés et possèdent les accréditations requises à cette fin. Il faut également des gens capables de les remplacer. C'est une situation qu'il convient de suivre en permanence. Il peut y avoir deux opérateurs dans une réserve. Si l'un d'eux prend sa retraite, il n'en reste soudainement qu'un seul. Comment le gouvernement fédéral va-t-il aider la Première Nation en question à s'assurer les services d'une autre personne capable d'appuyer l'opérateur dans ses fonctions de telle sorte que l'on compte sur une capacité suffisante pour garantir le bon fonctionnement de la station de traitement des eaux?

Il y a aussi toute la question du fonctionnement et de l'entretien. Il est bien que l'on puisse lever un avis, mais il faut pouvoir faire le nécessaire aux fins du bon fonctionnement des installations et de leur entretien pour éviter que de nouveaux avis soient émis. Il faut adopter une perspective à long terme et déployer des efforts considérables.

Je peux vous donner un très bon exemple. En 2015, nous avons présenté au Parlement un audit sur l'établissement de l'autorité sanitaire des Premières Nations de la Colombie-Britannique. Nous avons étudié la mise sur pied de cette autorité.

the federal government, First Nations in B.C. and also the B.C. provincial government, in order to establish that authority. It took 10 years. From the point where the First Nations decided they wanted control transferred to them, it took 10 years of hard work before the door was opened on that April day in 2014 at the First Nations Health Authority in B.C. It shows that despite good intentions, there needs to be follow-through. That's what you see in this water audit and in a lot of the other audits and studies we have done in this area.

The Chair: Thank you again.

Senator McCallum: In the audit, the Office of the Auditor General of Canada concluded that the department had no regulatory regime in place with respect to safe drinking water in First Nations communities. The audit noted that until a regulatory regime is in place, First Nations communities will not have drinking water protections comparable with other communities in Canada where drinking water is regulated.

If UNDRIP, Bill C-15, is adopted, do you think it can play a major role in how safe drinking water is addressed? Will it create some or more support for First Nations to move this forward? Thank you.

Ms. Hogan: Unfortunately, I'm not sure I know all the details about that legislation. What I would give you at a high level about a good regulatory regime is this; it definitely needs to set minimum service levels, as you mentioned. The levels must be comparable to communities off reserve. We must know exactly what defines clean, safe drinking water.

You also need to have clear roles and responsibilities in that legislation so that every party knows what they are accountable for. You need to know who is accountable for the maintenance, who is accountable for the operation, and who is accountable when something goes wrong, so that they can take the steps needed to rectify the situation.

As long as those aspects are considered within the regulatory framework, then it should be comprehensive. But it is not just an act. What we found in the audit here is that an act has been in place for several years. Regulations are needed so that the day-to-day, workable things can be operationalized for every single person affected. I would call it the meat on the bones of the skeleton of having good, safe drinking water in communities.

The Chair: Thank you, Ms. Hogan.

Nous avons examiné les mesures prises à cette fin par le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial. Les démarches ont pris 10 ans. À partir du moment où les Premières Nations ont décidé qu'elles voulaient le transfert d'une partie du contrôle, il a fallu 10 années de travail acharné avant d'ouvrir cette autorité sanitaire des Premières Nations de la Colombie-Britannique, un jour d'avril en 2014. C'est la preuve qu'en dépit des bonnes intentions, un suivi est nécessaire. C'est ce qu'on voit dans le rapport sur l'eau et dans beaucoup d'autres audits et études que nous avons faits dans ce domaine.

Le président : Merci encore.

La sénatrice McCallum : Dans le rapport de vérification, le Bureau du vérificateur général du Canada a conclu que le ministère n'avait aucun régime réglementaire en place pour assurer un accès à une eau potable salubre dans les collectivités des Premières Nations. Le rapport fait remarquer que d'ici à ce qu'il y en ait un, les collectivités des Premières Nations ne jouiront pas à cet égard de protections comparables à celles des autres collectivités au Canada où l'accès à une eau potable est réglementé.

Si la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, le projet de loi C-15, est adoptée, pensez-vous qu'elle jouera un rôle important dans la façon dont l'accès à une eau potable salubre est géré? Se traduira-t-elle par un certain soutien ou plus de soutien aux Premières Nations pour faire avancer ce dossier? Merci.

Mme Hogan : Malheureusement, je ne suis pas certaine de connaître tous les détails sur cette mesure législative. Ce que je peux vous dire sur un bon régime réglementaire à un palier supérieur, c'est qu'il faut sans aucun doute établir des niveaux de service minimaux, comme vous l'avez mentionné. Les niveaux doivent être comparables à ceux des collectivités hors réserve. Nous devons savoir exactement ce qui constitue de l'eau potable salubre.

Il faut aussi énoncer clairement les rôles et les responsabilités dans la loi afin que tous les partis sachent à quoi s'en tenir. Il faut savoir qui est responsable de l'entretien, de l'exploitation et de la résolution des problèmes, afin que les bonnes personnes prennent les mesures nécessaires pour rectifier la situation.

Tant que le cadre réglementaire tient compte de ces aspects, il devrait être complet. Mais ce n'est pas juste une mise en scène. Ce que nous avons constaté pendant l'audit, c'est qu'une loi est en vigueur depuis plusieurs années. Des règlements sont nécessaires à la mise en œuvre quotidienne de mesures applicables pour chaque personne touchée. Je dirais que c'est ce qu'il y a de concret dans la structure nécessaire à un accès à une eau potable salubre dans les collectivités.

Le président : Merci, madame Hogan.

Senator Patterson: We really do appreciate this opportunity to meet with the Auditor General and Mr. Wheeler on this important issue.

Mr. Wheeler mentioned the importance of training and capacity building. I would like to ask about that because your report did note that about 26% of the public water systems on First Nations reserves did not have a fully trained and certified operator. Over half lacked a fully certified and trained backup operator.

Back in 2013, we heard about Indigenous Service Canada's Circuit Rider Training Program. Could you tell us your observations on that issue and that program? What portion of water advisories were issued due to a lack of certified operators? Do you have any comments about the effectiveness of the Circuit Rider Training Program in building that capacity?

Ms. Hogan: In the interests of time and to give you the most fulsome answer, I am going to ask Mr. Wheeler to speak up about those; he would be able to answer all of your questions.

But your statistics are absolutely correct about what we found in our audit about systems that did not have skilled and accredited operators or backup operators. Not having a skilled operator in place could be a reason that a drinking-water advisory is imposed on a system, but it would be the sad reason that it be a long-term one. That's why needing to build that capacity is so essential. As I mentioned earlier, it's not just for the public systems; it's also to use the knowledge and that skill base to help with the private systems as well.

Mr. Wheeler, I will ask you to talk further.

Mr. Wheeler: Unfortunately, we didn't do an analysis that looked at long-term advisories from the point of view of whether there was a fully trained water treatment operator in that First Nation. We didn't go down to that level of detail. Also, in this audit, we did not make an assessment of how successful the capacity-building initiatives were that the department undertakes with First Nations through programs such as the Circuit Rider Training Program as to how successful they were. However, in some other audits, we noted the value of such programs.

Things like the Circuit Rider Training Program can have an expert goal from community to community to help train operators on the job and get them closer to getting their certification. Thinking about previous audits, we did observe the value of that program, and it does show the importance of doing that hard work — that capacity building — so that First Nations

Le sénateur Patterson : Nous sommes vraiment reconnaissants d'avoir cette occasion de rencontrer la vérificatrice générale et M. Wheeler pour parler de ce dossier important.

M. Wheeler a parlé de l'importance de la formation et du renforcement des capacités. J'aimerais vous questionner à ce sujet puisque votre rapport indique qu'environ 26 % des réseaux publics d'alimentation en eau dans les réserves des Premières Nations n'avaient pas d'opérateur entièrement formé et entraîné. Plus de la moitié n'avait pas d'opérateur de remplacement entièrement formé et agréé.

En 2013, nous avons entendu parler du Programme de formation itinérante de Services aux autochtones Canada. Pouvez-vous nous présenter vos observations sur ce problème et ce programme? Quelle partie des avis de faire bouillir l'eau était attribuable à l'absence d'opérateur agréé? Avez-vous des commentaires sur l'efficacité du Programme de formation itinérante pour renforcer cette capacité?

Mme Hogan : Comme le temps est compté, et pour vous donner la réponse la plus complète, je vais demander à M. Wheeler d'en parler; il pourrait répondre à toutes vos questions.

Mais les chiffres tirés de notre vérification des systèmes que vous avez donnés à propos du manque d'opérateurs, y compris des opérations de remplacement, formés et agréés sont exacts. L'absence d'opérateur formé peut mener à l'émission d'un avis d'ébullition de l'eau dans un réseau, ce qui est triste lorsque l'avis est à long terme. C'est pour cette raison qu'il est essentiel de renforcer les capacités. Comme je l'ai mentionné plus tôt, ce n'est pas juste pour les systèmes publics; c'est aussi pour se servir des connaissances et des compétences en vue d'aider les systèmes privés.

Monsieur Wheeler, je vais vous demander d'en dire davantage à ce sujet.

M. Wheeler : Malheureusement, nous n'avons pas analysé les avis d'ébullition à long terme du point de vue de la présence ou non d'un opérateur au traitement de l'eau dans les collectivités des Premières Nations. Nous n'avons pas recueilli autant de détails. De plus, dans cet audit, nous n'avons pas évalué le niveau de succès des initiatives de renforcement des capacités que le ministère met en œuvre avec des Premières Nations dans le cadre de programmes comme le Programme de formation itinérante. Nous avons toutefois souligné la valeur de ces programmes dans d'autres audits.

Des programmes comme le Programme de formation itinérante peuvent avoir un objectif d'expertise d'une collectivité à l'autre pour aider à former les opérateurs au travail et à favoriser l'obtention de leur agrément. Dans des audits précédents, nous avons observé la valeur du programme, ce qui montre l'importance de faire ce travail difficile — le renforcement des

are able to properly manage water treatment plants so that they are properly able to manage sewage plants.

The more of those sorts of training and capacity-building programs that can be put in place, the better.

That also goes to an issue we spoke about in other audits where sometimes it's important, especially in more rural and remote areas, for organizations such as tribal councils to take on responsibilities to augment training, whether for water treatment operators or other workers, because there is a better return when you can train more people at once as opposed to training one person on one First Nation and then going and training them on another First Nation. There is a greater value when you can have larger-scale programs.

But to summarize, we didn't assess the effectiveness of the program in previous audits; we noted the effect it can have on capacity building.

The Chair: We have time for one more question.

Senator Pate: Mr. Wheeler, I would like to pick up where you left off when I was asking about some of the implementation issues. I appreciate you pointing out, for instance, the length of time it took to develop the health systems when there was not just a willingness but a desire, with everybody coming to the table to work on it.

One of the challenges that has been raised with a number of us at different times is the entrenchment — how difficult the problems become the longer they are neglected. It strikes me that this is one of the challenges the audit highlights. Also, there is the interrelatedness with other systems, whether it's the impact on housing, education, et cetera.

I wonder if you have any areas that are not necessarily in your report but that you think the committee should be aware of? Certainly, when I'm hearing from folks in First Nations communities, from elders and leadership, the interrelatedness is a key component; without such issues being dealt with, the entrenchment of the marginalization and colonial oppression continues unabated.

Mr. Wheeler: I will defer to the Auditor General for the ultimate answer, but I can offer a few small points.

There is a value to the audits that our office does and which we have done for 25-plus years on First Nations issues. If there is a shortcoming, each audit tends to look at a single slice of the pie in that we look just at education, or just housing or just

capacités — pour que les Premières Nations puissent bien gérer leurs usines de traitement des eaux afin de pouvoir bien gérer leurs usines d'épuration.

Plus il y aura de programmes de formation et de renforcement des capacités de ce genre en place, mieux ce sera.

Cela renvoie aussi à une question dont nous avons parlé dans d'autres audits, à savoir qu'il est parfois important, surtout dans les régions rurales et éloignées, que des organisations comme les conseils tribaux assument des responsabilités pour accroître la formation, que ce soit auprès des opérateurs au traitement de l'eau ou d'autres travailleurs, car le rendement est meilleur lorsqu'on peut former un plus grand nombre de personnes en même temps plutôt qu'une personne à la fois dans une Première Nation.

Mais pour résumer, nous n'avons pas évalué l'efficacité du programme dans des audits précédents; nous avons souligné l'effet qu'il peut avoir sur le renforcement des capacités.

Le président : Nous avons le temps de poser une autre question.

La sénatrice Pate : Monsieur Wheeler, j'aimerais reprendre où vous vous êtes arrêté lorsque j'ai posé des questions sur les problèmes de mise en œuvre. Je vous suis reconnaissante d'avoir indiqué, par exemple, le temps qu'il a fallu pour mettre sur pied les systèmes de santé alors qu'il y avait non seulement une volonté, mais aussi un désir de le faire, et que tout le monde s'est rassemblé pour se pencher là-dessus.

L'un des problèmes qu'on a signalés à un certain nombre d'entre nous à différents moments est celui de la constitutionnalisation — à quel point les problèmes deviennent de plus en plus difficiles lorsqu'on les néglige. Il me semble que c'est un des problèmes que l'audit met en lumière. De plus, il y a aussi l'interdépendance avec d'autres systèmes, qu'il s'agisse de l'effet sur le logement, l'éducation et ainsi de suite.

Je me demande s'il y a d'autres domaines dont votre rapport ne parle pas nécessairement, mais qui devraient être portés à l'attention du comité selon vous. Chose certaine, j'entends des membres des collectivités des Premières Nations, des aînés et des dirigeants dire que l'interdépendance est un élément essentiel. À défaut de se pencher sur ces problèmes, la constitutionnalisation de la marginalisation et de l'oppression coloniale se poursuit.

M. Wheeler : Je vais céder la parole à la vérificatrice générale pour qu'elle donne une réponse définitive, mais je peux faire quelques petites observations.

Les audits que notre bureau effectue depuis plus de 25 ans sur les problèmes des Premières Nations sont utiles. S'il y a une lacune, chaque audit a tendance à examiner un seul aspect du tout, comme l'éducation, le logement ou l'approvisionnement en

water. That has led to our intermittently doing these higher level retrospectives that try to identify some of the issues that cut across individual programs.

What you might be getting at is that it's incumbent upon government, other stakeholders and partners to not focus solely on the specific issue but at the broader issues, if possible. When we speak to things like the importance of legislative base for the program, the adequacy of funding or, for the umpteenth time in this meeting, the importance of capacity, that might be a way that government and First Nations can get at some of those more entrenched issues, as you refer to them.

I don't know; maybe the Auditor General can add a couple of points to what I'm trying to get at, speaking about the limitations of auditing, and how we try and get around those issues.

Ms. Hogan: If we had unlimited time and resources, it would be fantastic to do this cross-cutting audit for sure. If we did something like that, there would be a bit of a fear of where to start; the task might seem so large that you're not sure where to start on something.

So you do need to tackle an issue and address it, but you can't do that in a silo and forget about other things. An important aspect linked to safe drinking water would definitely be health and the consequences of not having regular access to safe drinking water that many of us take for granted. There is the impact on health, and then that impact has a strain on a community and a health care system. There might be an inability for someone to be an active and contributing member in their community or society because of health concerns.

There is a far-reaching, generational issue. If we tried to tackle absolutely everything all at once, it would take so long that we wouldn't tackle anything.

So you have to cut it out into manageable pieces, but then when you're thinking about the long-term solution, it's thinking about that intersectionality with all the other things.

We definitely can't forget the impacts that any of our actions have on the environment.

It's all those little things. We can't do something in isolation, but we really have to think about the solution in a more global perspective without losing sight of the fact we need to address the main issues. That is why we try to segregate our audits on an issue — flag a concern that is so important. But we expect lawmakers and government will think more broadly when they come to that solution and not just try to address the tiny little slice of the puzzle that we looked at.

eau. Cette réalité nous a amenés à faire de façon intermittente ces retrospectives de haut niveau qui tentent de cerner certains des problèmes qui touchent différents programmes.

Vous pourriez avancer qu'il revient au gouvernement, aux autres intervenants et aux partenaires de se concentrer non seulement sur des problèmes précis, mais aussi sur des problèmes plus généraux, si possible. Lorsque nous parlons de choses comme l'importance du fondement législatif pour le programme, de la suffisance du financement ou, pour la énième fois pendant cette réunion, de l'importance de la capacité, c'est peut-être une façon pour le gouvernement et les Premières Nations d'aborder certains de ces problèmes plus constitutionnalisés, comme vous l'avez dit.

Je ne sais pas; peut-être que la vérificatrice générale peut ajouter quelques observations connexes, sur les limites des audits, et sur la manière dont nous tentons de contourner ces problèmes.

Mme Hogan : Si nous ne manquions pas de temps ni de ressources, il serait formidable de faire cet audit transversal, sans aucun doute. Si nous faisons ce genre d'audit, il y aurait une petite crainte par rapport au point de départ; la tâche pourrait paraître si grande qu'on ne saurait pas par où commencer.

Il faut donc s'attaquer à un problème donné, mais on ne peut pas le faire en vase clos et oublier le reste. Un aspect important lié à ce dossier serait sans aucun doute la santé, c'est-à-dire les conséquences de l'absence d'un accès régulier à de l'eau potable salubre, que beaucoup d'entre nous tiennent pour acquis. Il y a des conséquences sur la santé, ce qui met ensuite à rude épreuve la collectivité et le système de santé. Il sera peut-être impossible pour quelqu'un d'être un membre actif et productif de sa collectivité ou de la société à cause de problèmes de santé.

Il y a un vaste problème générationnel. Si nous tentons de nous attaquer à tout en même temps, nous n'aurions pas le temps de nous attaquer à quoi que ce soit.

Il faut donc scinder le tout en parties gérables, mais lorsqu'on pense ensuite à la solution à long terme, il faut penser à cette interdépendance avec tout le reste.

Nous ne pouvons certainement pas oublier les conséquences de chacune de nos actions sur l'environnement.

Il faut tenir compte de toutes ces petites choses. Nous ne pouvons pas procéder en vase clos, mais nous devons vraiment penser à la solution en adoptant un point de vue plus général sans perdre de vue le fait que nous devons nous attaquer aux principaux problèmes. C'est pour cette raison que nous tentons de séparer nos audits sur une question, de signaler une préoccupation très importante. Nous nous attendons à ce que les législateurs et le gouvernement réfléchissent davantage

The Chair: On that note, I would like to thank Karen Hogan, the Auditor General of Canada, and Glenn Wheeler, Principal of the report on safe drinking water in First Nations communities. Thank you for your report and for your testimony today. We appreciate your work.

(The committee adjourned.)

lorsqu'ils parviendront à cette solution et à ce qu'ils ne se contentent pas de s'attaquer à la petite partie du casse-tête sur laquelle nous nous sommes penchés.

Le président : Sur ce, je remercie la vérificatrice générale du Canada, Mme Karen Hogan, et M. Glenn Wheeler, directeur principal du rapport sur l'accès à une eau potable salubre dans les collectivités des Premières Nations. Je vous remercie pour votre rapport et votre témoignage. Nous vous sommes reconnaissants de votre travail.

(La séance est levée.)
